

## Kenya/Au lendemain du retrait de Raila Odinga de la course à la présidentielle

### L'opposition manifeste

AFP

Nairobi/Kenya

**Le pays, lui, s'enfonce dans l'incertitude.**

L'OPPOSITION est de nouveau descendue dans la rue hier au Kenya, au lendemain du retrait de son chef de file, Raila Odinga, de l'élection présidentielle du 26 octobre, qui a plongé le pays dans l'incertitude. M. Odinga estime que son retrait implique l'annulation du scrutin fixé au 26 octobre – à la suite de l'invalidation en justice de la réélection du président Uhuru Kenyatta le 8 août – et l'organisation d'un tout nouveau processus électoral. Le chef de l'Etat Uhuru Kenyatta soutient lui que l'élection doit avoir lieu, avec ou sans son rival. Afin de donner du poids à ses revendications, des milliers de partisans de l'opposition ont de nouveau manifesté hier, après de précédents rassemblements pour la plupart réprimés sans ménagement par la police. A Kisumu et Homa Bay, des bastions de l'opposition situés dans l'ouest du pays, les manifestants ont érigé des barricades et chanté

"pas de réformes, pas d'élection" avant que la police, visée par des jets de pierres, n'intervienne à coup de gaz lacrymogènes et de tirs en l'air. Forces de l'ordre et petits groupes de manifestants mobiles ont ensuite poursuivi leur confrontation pendant plusieurs heures aux abords du plus grand bidonville de Kisumu. Selon une source hospitalière à Kisumu, qui a requis l'anonymat, huit personnes ont été admises avec des blessures par balle hier. Dans le centre de Nairobi, la police a momentanément dispersé les manifestants à l'aide de gaz lacrymogènes lorsque certains d'entre eux ont commencé à lancer des pierres sur des voitures. La controversée Commission électorale (IEBC) avait promis mardi d'annoncer d'ici peu "la marche à suivre" après le coup de théâtre du retrait de Raila Odinga. Mais hier en fin de journée, elle ne s'était toujours pas prononcée, se donnant visiblement un peu plus de temps pour annoncer sa décision qui risque fort de faire l'objet de critiques acerbes de l'opposition ou du parti au pouvoir, dans un contexte politique de

plus en plus polarisé.

**LOI ELECTORALE**• Saisie par l'opposition, la Cour suprême du Kenya a invalidé le 1er septembre la réélection de M. Kenyatta avec 54,27% des voix, contre 44,74% à M. Odinga, évoquant des irrégularités dans la transmission des résultats et accablant l'IEBC pour sa gestion du scrutin. Cette décision, une première en Afrique, avait été saluée pour son courage à travers le monde, mais nombre d'observateurs l'avaient qualifiée d'"opportunité à ne pas gâcher" en vue de renforcer de la démocratie kényane. Plus d'un mois plus tard, les deux camps ont échangé d'innombrables invectives, l'opposition a multiplié les ultimatums et le parti au pouvoir a engagé une procédure accélérée – critiquée par les observateurs internationaux et l'opposition – pour modifier la loi électorale. Hier, les députés de la majorité présidentielle ont approuvé le texte qui a été transmis au Sénat, également dominé par le parti de M. Kenyatta. La loi modifiée prévoit notamment que si un candidat se retire d'une présidentielle organisée à la suite de



"Pas de réforme, pas d'élection" : les militants de l'opposition ont de nouveau manifesté en nombre hier, au lendemain du retrait de leur champion Raila Odinga.

l'invalidation du précédent scrutin, l'autre candidat est automatiquement déclaré vainqueur. L'application de cette provision au cas présent est toutefois incertaine. Le texte indique aussi que les résultats transmis manuellement prévalent sur ceux transmis électroniquement en cas d'écart entre les deux. L'introduction d'une composante électronique avait été décidée après le fiasco des élections de fin 2007 qui avaient débouché sur les pires violences politico-ethniques (1 100 morts) dans le pays depuis son indépendance en 1963.

**"PIRE QUE LA PRECE-**

**DENTE**"• M. Odinga avait lui conditionné sa participation au nouveau scrutin à une réforme en profondeur de l'IEBC et le choix de nouveaux fournisseurs pour le matériel électoral et la composante électronique du scrutin. Raila Odinga a estimé mardi que "tout indique que l'élection prévue le 26 octobre sera pire que la précédente". S'appuyant sur un jugement de 2013 de la Cour suprême, M. Odinga exige la tenue à une date ultérieure d'un tout nouveau processus électoral. Mais son retrait risque surtout d'aggraver une crise politique dont souffre déjà l'économie la plus dynamique d'Afrique de l'Est.

## Espagne/Au lendemain de la déclaration du chef de l'exécutif local

### Madrid menace de suspendre l'autonomie de la Catalogne

AFP

Madrid/Espagne

**Une telle suspension serait considérée comme un affront par de nombreux Catalans.**

LE chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a menacé hier de suspendre l'autonomie de la Catalogne, sommant le président séparatiste de confirmer s'il avait bien déclaré mardi soir l'indépendance de cette région. Dans une nouvelle escalade de la crise entre Madrid et l'une des plus riches régions d'Espagne, M. Rajoy a enjoint à Carles Puigdemont de revenir à la légalité, faute de quoi il utiliserait pour la première fois l'article 155 de la Constitution, qui permet de suspendre l'autonomie d'une région. Dans une brève déclaration télévisée, il a annoncé avoir demandé formellement au président catalan s'il avait déclaré l'indépendance de la Catalogne, après "la confusion engendrée délibérément" par l'exécutif catalan mardi soir. Cette demande est préalable à toute mesure que le gouvernement pourrait prendre dans le cadre de l'article

155, a ajouté M. Rajoy. "De la réponse du président (...) à cette demande dépendra la suite des événements dans les prochains jours", a ajouté le chef du gouvernement conservateur. La suspension de l'autonomie, sans précédent depuis 1934, serait considérée par beaucoup de Catalans comme un affront et pourrait déclencher des troubles dans cette région très attachée à sa langue et sa culture et dont l'autonomie a été rétablie après la mort du dictateur Francisco Franco (1939-1975). L'Union européenne, déjà secouée par le Brexit, suit la crise avec inquiétude. La Commission européenne a répété avec force hier qu'elle attendait un "plein respect de l'ordre constitutionnel espagnol". Les dirigeants indépendantistes de Catalogne se sont appuyés mardi sur la victoire du "oui" à l'indépendance au référendum d'autodétermination interdit et contesté du 1er octobre pour signer une déclaration d'indépendance de la République de Catalogne. Mais M. Puigdemont avait préalablement annoncé qu'il suspendait les effets de la déclaration dans l'attente d'un dialogue avec Madrid.

**"FORCE DESTRUCTRICE"**• "Le président (Puigdemont) a dit qu'il suspendait les effets de l'indépendance, de la loi de transition (vers l'indépendance, ndlr) pour pouvoir nous asseoir, écouter, dialoguer, voir s'il y a un moyen de trouver un accord", a expliqué hier matin le porte-parole du gouvernement catalan Jordi Turull. "La déclaration d'indépendance doit être faite par le parlement de Catalogne", a-t-il ajouté, évoquant à ce stade une signature "symbo-

lique". Le référendum, dont les résultats sont invérifiables faute de commission électorale indépendante, a ouvert la crise politique la plus grave en Espagne depuis son retour à la démocratie en 1977, divisant aussi profondément les habitants de la Catalogne, où vivent 16% des Espagnols. Avant M. Rajoy, son ministre des Affaires étrangères Alfonso Dastis avait accusé les séparatistes devant la chambre des députés d'être "une force destructrice qui se

propose de vaincre la démocratie, détruire l'Etat de droit et mettre en danger l'espace européen". **Gouvernement et opposition étudieront une réforme de la Constitution.** Le chef du Parti socialiste espagnol (PSOE), principale force d'opposition, a annoncé hier un accord avec le chef du gouvernement conservateur Mariano Rajoy pour étudier une réforme de la Constitution et tenter de résoudre la crise catalane.

### C'est arrivé...

## Mondial-2018 : des chamans prédisent la qualification du Pérou

UN groupe de chamans péruviens s'est livré, mardi à Lima, à une cérémonie de magie noire pour faire gagner leur équipe, prédisant sa qualification pour le Mondial-2018 de Russie, dans la soirée face à la Colombie. "Nous avons vu que la sélection gagnera face à la Colombie et se qualifiera avec une différence d'un but au Mondial", a assuré Juan Osco, connu comme "le Chaman des Andes", prédisant "un carton rouge" durant le match. Utilisant des têtes de mort décorées, lançant des feuilles de coca en l'air et chantant des chansons, les quatre chamans ont

réalisé leur cérémonie face à l'hôtel qui héberge la sélection colombienne à Lima. Leur rituel s'appuyait notamment sur des photos des stars de l'équipe, James Rodríguez et Radamel Falcao. La sélection colombienne, "nous l'avons envoûtée avec du piment Rocoto pour que l'équipe soit amère et désespérée", a ajouté Juan Osco. Cette cérémonie n'a été qu'à moitié efficace. Péruviens et Colombiens se neutralisent (1-1). Le Pérou disputera toutefois un barrage en novembre face à la Nouvelle-Zélande. Peut-être l'occasion d'une séance de rattrapage pour les chamans.

**... à Lima (Pérou)**

## L'Afrique en bref

- **Centrafrique/Troubles. "Pas en situation de pré-génocide"** La Centrafrique "n'est pas en situation de pré-génocide", a estimé hier à Bangui le conseiller spécial de l'Onu pour la prévention du génocide, Adama Dieng, alors que ce sujet fait l'objet d'une controverse depuis l'été.
- **Côte d'Ivoire/Politique. Le proche de Soro écroué accuse Ouattara** Le chef du protocole du président de l'Assemblée nationale ivoirienne Guillaume Soro, écroué en début de semaine dans une affaire sensible de découverte d'une cache d'armes pendant une mutinerie de soldats, a accusé hier dans une lettre ouverte le président Alassane Ouattara de viser "son patron" (Soro) à travers lui.
- **RD Congo/Rébellion. Plusieurs morts dans l'est** Plusieurs personnes ont été tuées hier lors de l'attaque d'un village attribuée à une milice d'opposants hutus rwandais de l'est de la République démocratique du Congo, a rapporté un porte-parole de l'armée.

## A travers le monde

- **France/Justice. Sept "antifascistes" condamnés** La justice française a condamné hier sept "antifascistes", dont un militant dans le viseur des renseignements et un Suisse en fuite, après l'attaque retentissante d'une voiture de police, incendiée à Paris en mai 2016.
- **Portugal/Politique. L'ancien Premier ministre José Socrates formellement accusé de corruption**



L'ex-Premier ministre portugais José Socrates a été formellement accusé dans une vaste enquête pour corruption lancée en 2014, a annoncé hier le ministère public, qui soupçonne l'ancien dirigeant socialiste d'avoir reçu quelque 24 millions d'euros (15,7 milliards de francs) en pots-de-vin. **Syrie/Attentats. Deux morts à Damas** Trois kamikazes se sont fait exploser hier près du quartier général de la police syrienne à Damas, faisant au moins deux morts, a indiqué le ministre syrien de l'Intérieur.